

Bonté et Bonne gouvernance

Théologie et gouvernance

Un directeur principal de la Campagne du millénaire des Nations Unies, ayant reçu un exemplaire de [*Plaidoyer pour une bonne gouvernance*](#)¹, a été visiblement rempli de joie quand il en a parcouru les pages. « C'est juste ce dont nous avons besoin, dit-il, mais où est la théologie ? » Assurément [*Plaidoyer pour une bonne gouvernance*](#) est émaillé de références bibliques, bases de notre engagement, mais la réaction ne manquait pas d'à-propos. En effet, notre travail fait apparaître le besoin d'une théologie plus solide de la bonne gouvernance.

La théologie moderne a une longue histoire d'engagement social et communautaire lui permettant de réfléchir à son implication – ou ses réserves – concernant l'engagement politique. Un domaine de réflexion biblique pourtant encore assez léger. Il s'agit de la relation entre la Bonne Nouvelle et la bonne gouvernance. En lançant ***Prêts pour servir***, nous nous engageons à développer et renvoyer le reflet du corpus croissant de réflexion biblique sur la gouvernance, l'attitude de Dieu vis-à-vis de l'extrême pauvreté et notre réponse chrétienne. Et cette réflexion occupera une place importante dans notre cheminement ensemble pour plaider en faveur d'une réponse plus active à la bonne gouvernance.

Mais cela n'est pas particulièrement surprenant. Bien que l'on accorde beaucoup d'attention à la lutte contre la pauvreté, la transparence et la corruption sont passées plus récemment au rang des préoccupations dans le combat contre la pauvreté. L'étude de Roberto Laver sur « La Bonne Nouvelle » dans la lutte contre la corruption voit « davantage d'occasions de partenariat pour les responsables, les organisations et les communautés chrétiens évangéliques dans la lutte contre la corruption. » (*The Review of Faith & International Affairs*, Volume 8, Number 4 Winter 2010)

1 <http://www.defimichee.fr/spip2.1/spip.php?article6>

En mai 2010, Bread for the World [Pain pour le monde], le Wheaton College et le Défi Michée ont organisé conjointement une conférence mondiale de responsables pour envisager une vision biblique de l'assistance étrangère américaine. Il a résulté de cette conférence la publication de *Government, Global Poverty and God's Mission in the World, An evangelical Declaration* [Gouvernement, pauvreté mondiale et mission de Dieu dans le monde, une déclaration évangélique].

Il y a de nombreuses raisons pour lesquelles le sujet de la bonne gouvernance est un tel terrain théologique en friche. Pour commencer, la réflexion biblique en reste souvent au stade de réflexion ! Elle *réagit* aux réalités culturelles, sociales et politiques au lieu de les anticiper. La théologie a une fâcheuse tendance à être en retard sur la réalité.

Or la bonne gouvernance est une réalité compliquée que les universitaires et les praticiens cherchent encore à éclaircir. La relation entre les gouvernements corrompus, les affaires louches, la mauvaise administration, les pratiques opaques et les placements dans des paradis fiscaux font que la gouvernance n'est pas à « taille unique ». Il en résulte que la complexité a freiné une réponse efficace et a retardé la réflexion biblique qui pousse à l'action les gens de foi.

Le fait que la corruption et la mauvaise gouvernance aient été souvent exclusivement comprises comme l'apanage de mauvais gouvernements dans certains endroits comme l'Afrique a rendu beaucoup de chrétiens réticents à se lancer dans l'arène. Nous partons de l'hypothèse que le problème est assez simple : arrêter de donner notre argent à de mauvais gouvernements et les laisser remettre de l'ordre dans leurs façons de faire pendant que nous nous occupons des personnes pauvres. En fait cela conduit à un piètre plaidoyer sur les questions systémiques qui affecte les personnes pauvres et sape notre action philanthropique et sociale. Pire encore, c'est une abdication de notre tâche prophétique, une abdication de notre citoyenneté mondiale et une mauvaise théologie.

L'émergence d'une théologie de la bonne gouvernance est l'une des expressions les plus récentes de notre tâche prophétique de compréhension

de notre monde à la lumière des Écritures, de façon à pouvoir devenir de meilleurs disciples et des citoyens plus efficaces.

En approfondissant l'intérêt que nous portons à cette question fondamentale, nous ouvrirons, au cours de cinq prochaines années, le dialogue biblique et défricherons de nouveaux exemples de bonne pratique inspirés par la foi. Cependant, nous voulons présenter, comme fondement biblique, un exposé raisonné reposant sur trois thèmes bibliques : *Dieu est le Créateur, Dieu est un Dieu de justice, et Dieu et le gouvernement.*

Dieu est le Créateur

La souveraineté de Dieu sur les puissances et les dynasties du monde est enracinée dans l'intérêt qu'il porte personnellement à chaque personne faite à son image (Genèse 1.26, 27) à qui il a confié la gestion de l'ordre créé (Genèse 1.28). Ouverture, transparence et responsabilité étaient les traits centraux de l'idéal de Dieu pour nous (Genèse 2.15-17) et la chute a été une infraction à la confiance et à la responsabilité d'où a découlé la perte de la transparence et la première grande dissimulation ! (Genèse 3.8, 9)

La tradition judéo-chrétienne n'a pas de légitimité sans l'idée que Dieu a créé et possède donc la souveraineté ultime sur toute personne et toute chose (Psaume 24.1 ; Ésaïe 40.12-24 ; Daniel 4.34-37). Même Cyrus, le puissant monarque perse, influencé par le ministère de Jérémie, a reconnu que « *L'Éternel, le Dieu du ciel, m'a donné tous les royaumes de la terre...* » (2 Chroniques 36.23)

La tradition biblique ne reconnaît aucune limite au royaume de Dieu ni à l'obligation humaine de rendre des comptes. La relation d'alliance entre Dieu et Israël ne limite pas sa souveraineté sur la totalité de la terre ; les non-Juifs ne sont donc pas exemptés du respect à porter aux êtres humains créés à son image et à sa ressemblance. C'est pourquoi, Joseph en Égypte, Daniel à Babylone et Esther en Perse représentaient chacun le Dieu mondial d'Israël au sein des systèmes politiques étrangers. Jonas, le prophète réticent, a été envoyé par Dieu pour offrir une seconde chance au peuple de Ninive (Jonas 3.10).

Dieu n'a jamais cessé d'être le Dieu d'Israël, mais c'était Israël qui appartenait à Dieu, et non pas Dieu qui appartenait à Israël. Les principes de justice et de bon gouvernement qui étaient imposés à Israël sont également attendus de tous les gouvernements qui agissent en tant que gérants pour des gens faits à l'image et à la ressemblance de Dieu. C'est pour cela qu'il « *a fixé un jour où il jugera le monde entier en toute justice, par un homme qu'il a désigné pour cela* » (Actes 17.31).

Dieu est un Dieu de justice

La justice est, après l'idolâtrie, le thème le plus fréquemment abordé dans l'Ancien Testament. Ceci étant, il reste étonnant que les instituts de théologie et les prédicateurs aient si peu à dire concernant la justice. Il est encore plus troublant que le thème de la justice soit devenu une question de débat théologique partisan entre des communautés chrétiennes. C'est particulièrement vrai des chrétiens évangéliques d'Europe et d'Amérique. C'est pourquoi une étude de la bonne gouvernance a, dans de tels environnements, toutes les chances d'être ardue.

La justice biblique se soucie profondément de bonne gouvernance, parce qu'elle traite des relations interpersonnelles tout autant que des relations des gouvernements avec la population.

Il vaut la peine de remarquer que, des Dix commandements, six sont directement liés aux relations humaines interpersonnelles (Exode 20) et que les lois suivantes sont consacrées aux relations personnelles et sociales (Exode 21-23.9). En fait, la loi est on ne peut plus claire :

« N'acceptez pas de cadeau. Les cadeaux rendent aveugles même ceux qui voient clair, et ils faussent le jugement des gens honnêtes. Ne profitez pas des étrangers installés chez vous. Vous connaissez bien leur vie, puisque vous avez été des étrangers en Égypte. » (Exode 23.8 ,9)

La Bible a toujours été diamétralement opposée aux pots-de-vin (Deutéronome 10.17 ; 16.19 ; 27.25 ; 1 Samuel 8.3 ; 12.3 ; 2 Chroniques 19.7 ; Esdras 4.5 ; Job 36.18 ; Psaumes 15.5 ; 26.10 ; Ézéchiël 22.12 ; Amos 5.12).

L'éthique anti-pot-de-vin de l'Ancien Testament est transposée dans le Nouveau Testament avec une fréquence moins prononcée, mais tout aussi importante. Jésus a été trahi pour une somme d'argent (Matthieu 27.3). Ananias et Sapphira ont tenté d'escroquer le projet communautaire en distrayant une partie du prix de vente de leur propriété du porte-monnaie commun et en mentant à ce sujet (Actes 5.1-10) et Simon le magicien a essayé d'acheter à Pierre le don de l'Esprit (Actes 8.9-24). Dans deux de ces cas, la malhonnêteté financière et les présents sont devenus une question de vie et de mort.

Une théologie de la gouvernance s'appuie beaucoup sur de tels passages et pour de très bonnes raisons. La conception populaire veut que la mauvaise gouvernance soit uniquement une question politique qui se passe à huis clos avec des poignées de mains entre politiciens malhonnêtes. Pourtant les faits ne vont pas dans ce sens. Des 1 à 1,6 milliards de dollars américains qui disparaissent chaque année, entre 3 et 5 % (30 à 50 millions chaque année) sont directement attribuables à la corruption. La grande majorité est directement attribuable aux transactions monétaires illicites entre les sociétés commerciales et les entreprises (*Illicit Financial Flows and the Millennium Development Goals: Hidden Resources for Development*, Tom Cardamone September 2010).

La Bible exprime, au-delà de tout, son souci concernant le commerce malhonnête. Le souci de Dieu pour « la balance fautive » revient à de multiples reprises dans la Bible. Proverbes 16.11 explicite ce point de façon puissante : « *La balance et les plateaux justes sont à l'Éternel ; tous les poids du sac sont aussi son œuvre.* » Mais cela revient avec une fréquence alarmante d'un bout à l'autre de la Bible. (Lévitique 19.36 ; Proverbes 11.1 ; 20.23 ; Ézéchiël 45.10 ; Osée 12.7 ; Amos 8.5 ; Michée 6.6-11)

Dans une communauté commerçante où la productivité était un constant marchandage ou un engagement, le souci biblique du prochain était d'une grande importance. (Exode 22.14 ; Lévitique 19.13, 15) C'est cette injustice interpersonnelle et non gouvernementale que Néhémie a combattu avec tant d'énergie lors de son combat pour réformer les exilés qui étaient rentrés pour reconstruire Jérusalem. (Néhémie 5.1-13 ; Esdras 4.5)

Il y a ici trois choses importantes. Premièrement, ces passages montrent on ne peut plus clairement que ces injustices sont étroitement liées à une malhonnêteté financière pour servir un intérêt personnel. C'est la principale raison de la haine universelle que Dieu porte contre les pots-de-vin : elle place le gain personnel et la cupidité au-dessus du bien commun. Deuxièmement les cadeaux et la corruption oppressent invariablement les personnes qui sont déjà pauvres. Et, troisièmement, ces transactions financières n'ont pas grand-chose à voir avec le rôle du gouvernement. Ces multiples textes visent des personnes qui maltraitent leurs voisins, leurs employés ou les personnes vulnérables. Et elles ne le font pas seulement par des insultes orales ou des brimades matérielles, mais en manipulant les systèmes financiers à leur propre avantage et pour la destruction des autres.

Dieu hait cette façon de faire et il attend de nous que nous agissions pour la modifier parce que, bien qu'il soit le Dieu de tous, il est par-dessus tout le Dieu des opprimés. (Deutéronome 26.7 ; Ésaïe 59.13) Il a un parti pris pour les pauvres.

Dieu et le gouvernement

Dès ses origines, la foi chrétienne s'est débattue avec sa relation aux autorités. Le Nouveau Testament est donc écrit sur la toile de fond d'un peuple du royaume attendant « la rédemption de notre corps » (Romains 8.23), dans un royaume qui était déjà venu mais qui n'était pas encore arrivé. Tout ce que le Nouveau Testament a à dire sur les gouvernements et les autorités (Romains 13 ; 1 Pierre 2.7-13) a été entendu sur la toile de fond de la persécution et de la marginalisation terribles exercées par les autorités juives d'où les chrétiens sortaient ainsi que par la république de Rome qui les considérait comme des dissidents politiques. À une époque où César était à la fois dieu et le chef cohésif de l'État, renier sa seigneurie n'était pas seulement une question de désaccord religieux, c'était également un acte de défi politique et de vandalisme communautaire.

L'Église émergente s'est retrouvée détachée des arrangements théocratiques du judaïsme tout en essayant de vivre un nouvel égalitarisme politique et

théologique. Au cœur de la Rome impériale, cette nouvelle humanité, où l'appartenance sexuelle et ethnique se retrouvent dans la mort et la résurrection du Messie (Éphésiens 2.11-22), plaçait tout le monde sur un pied d'égalité. La relation qui les liait à leurs maîtres politiques est devenue une dimension supplémentaire. Comment ces nouveaux adeptes de la Voie devaient-ils se comporter quand on leur posait des questions sur leur espérance ? Devaient-ils prier pour leur gouvernement qui les persécutait ? Et devaient-ils obéir et payer l'impôt à des tyrans qui les tuaient à cause de leur foi en Jésus ?

Deux mille ans plus tard, comment l'Église se situe vis-à-vis du gouvernement reste un point de discussion et de découverte !

Pendant les 300 années de persécution, qui ont précédé le moment où la foi chrétienne est devenue la religion officielle, l'Église n'a cessé de demander à être en sécurité et à demander à traité sur un pied d'égalité comme des citoyens s'engageant pour le bien commun. Quand, au 4^{ème} siècle, sous l'empereur Constantin, les privilèges et le népotisme ont fait leur entrée, un nouveau défi s'est posé : comment exercer pouvoir et influence dans ce monde tout en anticipant le monde à venir. Et cela a été un équilibre fragile à maintenir. Depuis la Cité de Dieu d'Augustin jusqu'aux Deux royaumes de Luther, de la Genève de Calvin et la Grande-Bretagne de Cromwell jusqu'à la fondation de l'État américain par les Pères pèlerins puritains, l'église a lutté pour maintenir son équilibre dans l'engagement politique.

Nos tensions actuelles sur l'engagement politique ne sont donc pas nouvelles. Et elles ne devraient jamais disparaître. Mais nous n'avons pas non plus le choix du désengagement car, bien que Dieu n'ait jamais fait de lui-même la mascotte d'un parti politique, il n'y a jamais eu d'époque où il ait ignoré la sphère politique. Il est inconcevable qu'un *Dieu Créateur* qui est également un *Dieu de justice* s'exclue de la sphère de l'engagement politique.

Dès le tout début de la théocratie en Israël, la bonne gouvernance était garantie par le processus. Il est de bon ton de suggérer qu'Israël a voulu qu'un roi la gouverne uniquement pour copier les nations avoisinantes. Pourtant, leur demande (1 Samuel 8.6) a été directement provoquée par les pots-de-vin par lesquels les fils de Samuel opprimaient le peuple (1 Samuel 8.1-3). Ce

recours à une monarchie n'était pas une simple anarchie ; il était la réponse à une mauvaise gouvernance. Et Dieu n'y était pas indifférent. Il n'a pas seulement accepté la demande, il a lui-même identifié et nommé le premier roi. Samuel a ensuite initié un processus participatif pour impliquer le peuple (1 Samuel 10.20-22), écrit les nouvelles règles et les a placées « devant l'Éternel », sans doute dans l'arche de l'alliance (1 Samuel 10.25). En fait ce que Samuel faisait, c'était l'institution d'un processus de gouvernance, déjà décrit par la loi mosaïque de nombreuses années auparavant, avant même que le peuple ne demande un roi (Deutéronome 17.14-20).

Il aurait été instructif de savoir avec exactitude ce que Moïse avait mis dans le contrat et ce que Samuel a écrit pour le placer devant l'Éternel. Mais il ne fait, semble-t-il, guère de doute que tous les rois d'Israël qui se sont succédés ont eu des principes directeurs selon lesquels ils étaient censés gouverner le peuple. C'est ce qu'exprime bien le Psaume 72, dans les versets 1 à 4.

Ô Dieu, accorde au roi de juger comme toi, et donne au fils du roi ton esprit de justice !

Qu'il rende la justice à l'égard de ton peuple selon ce qui est juste, à l'égard de tes pauvres selon ce qui est droit ;

*La paix descende des montagnes et la justice des collines pour tout le peuple !
Qu'il fasse droit aux opprimés et aux malheureux de son peuple ! Qu'il sauve les enfants des pauvres et qu'il écrase l'opresseur !*

Ces principes devaient s'appliquer au roi dans la relation avec chacun de ses sujets. C'est pour cela que, lorsque Achab a escroqué Naboth de la vigne qui était l'héritage de sa famille, Dieu s'est mis en fureur (1 Rois 21.17-19). Mais, de la même façon, ce sens de la bonne gouvernance qui protégeait le pauvre était également attendu des gouvernants étrangers. Plus que toute autre chose, c'était là le malaise politique à la racine de l'orgueil et de la corruption de Neboukadnetsar. C'est parce qu'il n'avait pas protégé et montré de bonté à l'égard du pauvre qu'il est devenu un paria dans son propre royaume (Daniel 4.24). A la fin, la restauration du roi a été spirituelle, mais elle a été également la reconnaissance de Dieu « dont toutes les œuvres sont vraies et les voies justes » (Daniel 4.34).

Il est vrai de dire que le Nouveau Testament est moins critique sur le plan de la bonne gouvernance vis-à-vis des monarques régnants, et qu'on peut trouver des preuves d'une indifférence biblique aux questions systémiques comme l'esclavage et l'oppression impériale. Il est évident que la prépondérance du ministère de Jésus était de travailler en direct avec les personnes pauvres et marginalisées et, dans cette mesure, l'idée maîtresse de son manifeste messianique (Luc 4.18) a été développée dans le ministère auprès des pauvres plutôt qu'en s'attaquant au pouvoir de Rome. Les allusions claires à un style de vie honnête et transparent sont là : nous devons être une ville située sur la colline (Matthieu 5.14) et dire ce que nous pensons (Matthieu 5.37). Il est vrai que l'exhortation de Jean-Baptiste contre le vol (Luc 3.12-14) et la rencontre de Jésus avec Zacchée restent des leçons majeures et des possibilités de changement pour tous les fraudeurs (Luc 19.1-9), mais globalement, le Nouveau Testament ne regorge pas de déclarations d'une clarté aveuglante qui se résumeraient à un message puissant sur la bonne gouvernance. Si les lettres à l'Église primitive contiennent des références claires aux responsabilités de ceux qui gouvernent comme étant des serviteurs du bien commun (Romains 13.1-7 ; Tite 3.1 ; 1 Pierre 2.13-15), celles-ci ont suscité plus de questions sur l'obéissance au pouvoir qu'elles n'ont fourni d'arguments pour le plaidoyer ou même la désobéissance civile.

Cependant, à la lumière de l'écrasant enseignement prophétique de la souveraineté éternelle de Dieu dans le monde, un argument reposant sur le silence relatif n'est pas un fondement théologique pour abdiquer notre responsabilité à l'égard d'une bonne gouvernance dans les systèmes politiques qui écrasent le pauvre et déforment l'image de Dieu dans les êtres humains.

La communauté chrétienne mondiale qui a excellé dans la prise en charge des pauvres et grandi dans son désir d'engagement social doit franchir une nouvelle étape importante en parlant au nom des personnes pauvres, de celles qu'on oublie (Proverbes 31.8, 9). Nous n'agissons pas ainsi seulement parce que c'est moralement juste de le faire, mais aussi parce qu'un tel plaidoyer *fait partie*, par essence, de ce qu'est connaître Dieu et le faire connaître (Jérémie 22.16). La mission qui consiste à déclarer la bonté de Dieu fait partie intégrante de notre mission dans le monde et elle entre dans notre tâche qui consiste à faire briller la lumière. D'un point de vue biblique, une mobilisation en faveur

d'une bonne gouvernance n'est pas une action politique ; elle est inscrite dans le code moral de Dieu. C'est le seul moyen par lequel un Dieu juste peut être réellement compris comme étant juste dans le monde qui lui appartient. C'est la seule chose qui donne du sens au proverbe : « *La balance et les plateaux justes sont à l'Éternel ; tous les poids du sac sont aussi son œuvre.* » (Proverbes 16.11)

La rareté des textes néotestamentaires sur la gouvernance ne doit pas nous détourner de cette mission, pas plus que la pratique de la nécromancie ne devrait être encouragée parce qu'elle n'est pas condamnée de façon écrasante dans le Nouveau Testament.

Nous ne devons pas non plus être politiquement sélectif dans l'utilisation de la théologie pour décider quand élever la voix. Les chrétiens ont fait bon usage de la Bible pour s'engager politiquement sur les questions pro-vie et sur les questions morales. Nous avons fait pression et protesté concernant l'éducation et la santé de nos enfants et de nos familles.

Un Dieu créateur engagé en faveur de la justice et d'un gouvernement qui reflète son règne « maintenant et pas encore » dans notre temps ne nous a pas laissé beaucoup de marge de manœuvre pour éviter sa passion dévorante pour un gouvernement qui reflète la justice qui est inhérente à sa propre nature. C'est pour cela qu'une bonne gouvernance doit entrer dans cette équation importante.

Car pour nous un enfant est né, Un fils nous est donné. Et il exercera l'autorité royale, Il sera appelé Merveilleux Conseiller, Dieu fort, Père à jamais et Prince de la Paix.

Il étendra sans fin la souveraineté Et donnera la paix qui durera toujours au trône de David et à tout son royaume. Sa royauté sera fondée sur le droit et sur la justice, dès à présent et pour l'éternité.

Voilà ce que fera le Seigneur des armées célestes dans son ardent amour.
(Ésaïe 9.6, 7)

Joel Edwards

Traduction (Prisca Wiles)

Une bonne gouvernance est un bon gouvernement :

Proverbes 29.4 ; Proverbes 16.11

Les présents causent l'aveuglement moral :

Deutéronome 16.19 ; Exode 23.8-9

Un style de vie personnel honnête

Luc 19.8

Les pots-de-vin peuvent tuer :

Matthieu 27.3